

Chronologie de l'histoire de l'Afrique du Sud

1652

Un demi-siècle après que les marins européens avaient abordé la pointe sud de l'Afrique, le Néerlandais Jan van Riebeck fonde une base au Cap de Bonne Espérance afin de garantir l'approvisionnement des navires marchands de la Compagnie des Indes orientales néerlandaises en denrées alimentaires.

Dans l'Afrique du Sud actuelle vivent, outre les Khoisans – la population autochtone du sud de l'Afrique – divers peuples bantous qui ont immigré il y a environ un millénaire depuis d'autres parties de l'Afrique. Les deux groupes ethniques les plus importants sont les Xhosas et les Zoulous.

1806

Le Royaume de Grande-Bretagne annexe la colonie du Cap et mène des guerres contre les Xhosas autour du tracé de la frontière. Les Britanniques parviennent à conquérir un territoire allant jusqu'à la Fish River, les colons britanniques commencent à s'y installer.

1816

Shaka Zulu fonde le royaume zoulou et le développe jusqu'en 1835. Pendant son expédition, Shaka dévaste et dépeuple le haut plateau de l'Afrique du Sud actuelle. Une branche des Zoulous, les Matabeles, fondent un royaume qui comprend les plus grandes parties de la province actuelle de Gauteng.

Années 1820

Aussi bien les Boers – les colons hollandais, flamands, allemands et français – que les colons britanniques prennent possession de terres dans le nord et l'est de la colonie du Cap. Les conflits avec la population locale africaine – Xhosas, Zoulous et Sothos –, qui essaie également d'agrandir ses territoires –, augmentent. On en arrive également à des frictions entre les colons britanniques et les Boers.

1835 - 1840

Les Boers quittent, au "Grand Trek", la colonie du Cap vers les provinces actuelles du KwaZulu Natal, de Free State, Gauteng, Limpopo, Mpumalanga et de North West.

1867

Dans l'actuelle Kimberly, on trouve des diamants.

1872

La Grande-Bretagne accorde une certaine autonomie à la colonie du Cap. C'est la première étape vers un Etat indépendant de l'Afrique du Sud. Le nouveau gouvernement indépendant du Cap remplace le libéralisme britannique par une ségrégation sévère et exclut les Africains du droit de vote dans les régions frontalières conquises à l'est.



Un descendant des habitants originaires de l'Afrique du Sud
© Ian Beatty



Shaka Zulu

L I F E A F I L M IN B Y P R O G R E S S I R E N E L O E B E L L

1886

Sur Witwatersrand, la zone de l'actuelle Johannesburg, de l'or est découvert. Les riches mines d'or se révèlent bientôt être le plus grand gisement d'or connu dans le monde. Il en découle une rapide croissance économique et une forte immigration, entre autres en provenance d'Europe.

Pour avoir une main-d'œuvre suffisante pour l'exploitation des minéraux précieux, la population originaire d'Europe tente d'acquérir un contrôle croissant sur la population africaine indigène.

1899

Début de la deuxième guerre des Boers entre les Boers et le Royaume de Grande-Bretagne.

Dans la première guerre des Boers, la République des Boers menait une résistance victorieuse aux attaques britanniques, en utilisant une tactique de guérilla. Lorsque les Britanniques reviennent, significativement plus nombreux, plus expérimentés et avec une stratégie militaire différente, ils parviennent à vaincre les Boers.

Au cours de l'époque coloniale hollandaise et anglaise, la ségrégation raciale fonctionne surtout de manière informelle. Cependant, dès ce moment-là, quelques décrets limitant la liberté de mouvement de la population noire autochtone sont adoptés.

1910

Huit ans après la fin de la Seconde Guerre des Boers et après quatre ans de négociations, on en arrive à la fondation de "l'Union de l'Afrique du Sud", une entité sous forme de compromis entre les Boers et les colons anglais, qui est théoriquement indépendante de l'Empire britannique.

1912

Fondation du *South African Native National Congress SANNC*, qui deviendra l'*African National Congress ANC*.

1913

Le Parlement adopte le *Native Land Act*, qui devient la pierre angulaire du futur système d'apartheid. La loi stipule que les Noirs ne peuvent posséder ou acquérir des terres que dans certaines zones. Tout d'abord, ces zones ne représentent qu'environ 7% du territoire de l'Union africaine du sud, par la suite 13%.

1927

L'*Immorality Act* interdit les relations sexuelles entre les Noirs et les Blancs. En cas de violation de cette loi, les hommes encourent jusqu'à cinq années d'emprisonnement, les femmes jusqu'à quatre années.



Johannesburg 1911



Une délégation du SANNC, juin 1914, de gauche à droite : Thomas Mapikela, Rev Walter Rubusana, Rev John Dube, Saul Msane, Sol Plaatje

L I F E A F I L M

IN B Y

PROGR E S S I R E N E L O E B E L L

1948

Avec la victoire électorale du *National Party*, l'apartheid effectif débute. Le gouvernement divise les gens en différentes races et fixe des droits pour chaque groupe, ou plus exactement limite les droits des non-Blancs. La minorité blanche, qui représente moins de 20% de la population, contrôle la majorité noire nettement plus importante. Tandis que les Blancs jouissent d'un standard de vie comparable à celui de l'Europe ou des États-Unis, la majorité noire vit dans la pauvreté et la misère. Elle est massivement déshéritée, tant au niveau de ses revenus que de son éducation et de ses conditions de logement. L'espérance de vie moyenne des Noirs est nettement inférieure à celle des Blancs. Au cours des années suivantes, le Gouvernement promulgue de nombreuses lois qui réduisent de plus en plus les droits des non-Blancs.

1950

Le *Group Areas Act* définit des zones d'habitation spécifiques pour les divers groupes ethniques. Sur cette base, le gouvernement d'apartheid commence à expulser des villes et des villages les Noirs, les *Coloureds* – les personnes ayant aussi bien des ancêtres noirs que blancs – et les Asiatiques. Ces lieux sont réservés désormais réservés aux Blancs.

1953

Le *Reservation of Separate Amenities Act* divise l'ensemble de l'espace public en des lieux réservés aux Blancs et d'autres à ceux qu'on appelle les non-Européens.

Le *Bantu Education Act* spécifie que les Noirs ne peuvent recevoir qu'une formation scolaire minimale. Ils peuvent seulement apprendre ce qui est absolument nécessaire à l'exercice de travaux manuels.

1955

L'*African National Congress*, le *South African Indian Congress* et l'*African Coloured People's Organisation* adoptent la Charte de la liberté, la *Freedom Charter*, qui reste l'un des importants documents de base de l'ANC. La Charte appelle à une société non-raciste et devient, avec ses exigences de démocratie, d'égalité et de respect des droits de l'homme, un instrument important du mouvement anti-apartheid.



Les créateurs de l'apartheid



« City of Durban - Under section 37 of the Durban Beach By-laws, this bathing area is reserved for the sole use of members of the white race group. »

©Guinnog

“ “ **We, the people of South Africa, declare for all our country and the world to know :**

That South Africa belongs to all who live in it, black and white, and that no government can justly claim authority unless it is based on the will of the people.

Préambule de la *Freedom Charter*

L I F E A F I L M I N B Y P R O G R E S S I R E N E L O E B E L L

1960

Le 21 mars 1960, dans le township de Sharpeville, plusieurs milliers d'hommes et de femmes noirs défilent devant un commissariat de police pour protester contre les lois discriminantes sur les passeports. Celles-ci obligent les Noirs à porter constamment un passeport sur eux. La personne qui est interpellée sans passeport risque la prison et la déportation. La police tire sur les manifestants, 69 femmes et hommes sont tués, beaucoup d'entre eux par une balle dans le dos.

Le massacre de Sharpeville entraîne des mouvements de protestation dans le monde entier et devient un tournant dans l'histoire de l'Afrique du Sud.



Le massacre de Sharpeville, 1960

1961

L'Afrique du Sud est exclue du Commonwealth en raison de sa politique d'apartheid.

1962

L'ONU invite ses Etats membres à boycotter le commerce avec l'Afrique du Sud. La Suisse, qui est membre de l'ONU depuis seulement 2002, ne se joint pas à ce boycott.

► [Lien vers La Suisse et l'apartheid](#)

1963

Le Conseil de sécurité de l'ONU appelle les Etats à un embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud. La Suisse adopte une interdiction (parcellaire) de l'exportation d'armes.

Lors de ce qu'on a appelé le procès en haute-trahison de Rivonia, Nelson Mandela et d'autres personnalités leader de l'opposition sont sur les bancs des accusés et la même année, ils sont condamnés à perpétuité. Le procès est dirigé contre l'Umkhonto we Sizwe, la branche militaire de l'ANC. Il est reproché aux accusés d'avoir organisé des sabotages dans le but de déclencher une révolution violente.

“

« I have cherished the ideal of a democratic and free society in which all persons will live together in harmony and with equal opportunities. It is an ideal for which I hope to live for and to see realised. But, My Lord, if it needs be, it is an ideal for which I am prepared to die. »

Nelson Mandela lors du procès en haute-trahison de Rivonia

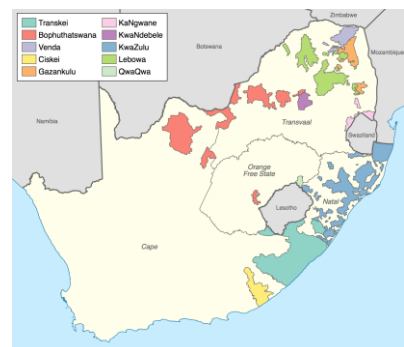
L I F E A F I L M I N B Y P R O G R E S S I R E N E L O E B E L L

1964

L'Afrique du Sud est suspendue des Jeux Olympiques de Tokyo.

1970

L'Afrique du Sud est entièrement exclue du mouvement olympique. Dans les années suivantes, plus de 3 millions de Noirs sont déplacés de force dans ce qu'on appelle les homelands. Les homelands sont des réserves pour les Noirs, à qui le gouvernement d'apartheid donne en apparence le statut d'états indépendants. Cela sert la fiction selon laquelle l'Afrique du Sud serait de fait un état "blanc" et que les Noirs auraient "leurs propres" états dans lesquels ils devraient vivre dans la mesure où ils ne sont pas utilisés comme main d'œuvre.



Homelands
© Htonl

1973

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) impose un embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

1976

Pour protester contre la disposition selon laquelle certaines matières scolaires doivent être seulement enseignées et évaluées en afrikaans des milliers d'écoliers et d'écolières descendent dans les rues dans le township de Soweto. La police ouvre le feu, plus de cent adolescents sont tués. A la suite de cela, une solidarité mondiale s'exprime en faveur du combat contre cet apartheid. La journée restera dans l'histoire comme le jour du soulèvement de Soweto. Aujourd'hui, le 16 juin est une fête nationale.



L'écolier Hector Pieterson, l'une des victimes du soulèvement de Soweto. L'image a été l'un des symboles de la brutalité du régime d'apartheid.

© Ina96

L I F E A F I L M I N B Y P R O G R E S S I R E N E L O E B E L L

1977

Steve Biko, le fondateur du Mouvement de la conscience noire (*Black Consciousness Movement*), est arrêté et meurt pendant sa garde à vue. Biko a inventé l'expression "*Black is beautiful*" qu'il expliquait comme suit : "*Man, you are okay as you are, begin to look upon yourself as a human being*" (vous êtes parfait comme vous êtes, commencez par vous considérer comme des êtres humains).

1985

La résistance contre l'apartheid atteint un nouveau sommet. Dans de nombreux townships, des émeutes violentes ont lieu, et le gouvernement essaie de les réprimer avec une violence massive. Le slogan des manifestations est le suivant : "*Make the country ungovernable!*" (Rendez le pays ingouvernable.) Le gouvernement impose un état d'urgence partiel, le contrôle du pays lui échappe de plus en plus. La Communauté européenne impose des sanctions commerciales et financières modérées.

1986

Le gouvernement impose l'état d'urgence dans toute l'Afrique du Sud. Les États-Unis, l'Union européenne et d'autres États adoptent de nouvelles sanctions. Le Parlement suisse rejette les sanctions.

1988

La Suisse refuse de limiter les relations commerciales, les mouvements de capitaux et les exportations d'or avec l'Afrique du Sud.

1990

Le 11 Février 1990, Nelson Mandela est libéré. L'*African National Congress* et le *South African Communist Party* sont légalisés. Entre le Président régnant Frederik W. de Klerk du *National Party* et Nelson Mandela ainsi que d'autres représentants de l'opposition, des négociations débutent en vue de rédiger une nouvelle constitution. De Klerk déclare illégales les lois de l'apartheid encore en vigueur. Les sanctions internationales sont abrogées.

Dans de nombreux townships éclate la phase la plus violente de l'histoire récente de l'Afrique du Sud. Des townships comme Katlehong, Thokoza, Boipatong, Bophelong deviennent synonymes de zones de guerre. Les conflits sont exacerbés et activement soutenus par des parties de l'appareil de pouvoir de l'apartheid afin d'empêcher la tenue d'élection et le transfert du pouvoir à la majorité noire en créant des conditions proches d'une guerre civile.

De 1990 à 1994, plus de personnes perdent la vie en Afrique du Sud du fait de la violence politique que pendant toutes les années antérieures d'apartheid.

► [Lien vers La guerre des townships](#)



Steve Biko, 1946 - 1977
© Nelson Mandela Foundation



© Paul Weinberg



« Boycott Apartheid », London, 1989
© R. Barraez D'Lucca



Frederik W. de Klerk et Nelson Mandela
au *World Economic Forum*, Davos, 1992
© WEF

